

Communs de la Nature et des Connaissances

Séminaire d'étude

Mardi 4 décembre, de 9h30 à 19h30

à Paris (ISCC, Maison de l'Interdisciplinarité et des Sciences de la Communication, 20 rue Berbier de Mets, 75013 Paris, M° Gobelins)

Séminaire organisé sous l'égide de l'ISCC (Institut des Sciences de la Communication du CNRS), coordonné par Mélanie Dulong de Rosnay (ISCC), Hervé Le Crosnier (Université de Caen et ISCC), Francesca Cominelli (Centre d'économie de la Sorbonne) avec le soutien de l'Appel d'Offre AIR (Actions Interdisciplinaires de Recherche) du CNRS.

Modalité de participation

Le séminaire est gratuit, mais uniquement sur inscription préalable en raison du faible nombre de places disponibles.

Pour demander une inscription :

Envoyer un mail contenant une courte présentation (trois à cinq lignes pour le tour de table) et si possible quelques lignes sur votre motivation à participer à ce travail collectif de réflexion (voir ci-dessous).

Mail à : seminaire.cnc@zerlo.fr

Comité scientifique :

- Mélanie Dulong de Rosnay (ISCC + Communia)
- Hervé Le Crosnier (ISCC + Université de Caen)
- Valérie Peugeot (Orange Labs)
- Francesca Cominelli (Centre d'économie de la Sorbonne)
- Benjamin Coriat (Université Paris 13 + MSH Paris-Nord)
- Sophie Allain (INRA, UMR SAD-APT)
- Danièle Bourcier (CERSA CNRS Université Paris 2, groupe e-Gov, COMMAIR)
- Guy Kastler (Réseau Semences Paysannes)
- Claudia Neubauer (Fondation Sciences Citoyennes)
- Philippe Aigrain (Sopinspace + La Quadrature du Net)
- Elise Demeulenaere (Muséum d'Histoire Naturelle)

Plan de ce document :

- Présentation du séminaire
- Méthodologie
- Programme de la journée du 4 décembre
- Rappels généraux (arguments ayant servi au dépôt du projet)
- Bibliographie des porteurs du projet

Présentation du séminaire « Communs de la nature et de la connaissance »

Ce Séminaire vise à regrouper une cinquantaine de personnes pour approfondir les relations (recouvrement et différences) entre les notions de communs de la nature et ceux des connaissances. L'objectif du séminaire est de présenter des travaux en cours, et de les soumettre à la discussion collective en croisant les approches et les communautés des communs informationnels et naturels. Les travaux de ce séminaire devraient donner lieu à la parution d'un ouvrage qui permette de tracer des perspectives nouvelles sur cette question. Un tel ouvrage souhaite engager dans la rédaction autant les intervenants que les autres participants (ce ne sera pas un « acte de conférences », mais bien un travail collectif d'élaboration).

Les questions de la rivalité et de l'excluabilité sont différentes pour les deux types de communs, et le tableau traditionnel permettant de positionner chaque type de bien économique selon ces critères reste d'actualité. Mais nous souhaitons aller plus loin en posant une autre dimension, qui échappe à ces critères économiques définissant les ressources : les biens communs peuvent-ils devenir globaux ? Et dans ce cas, quelles sont les communautés concernées et quelles sont les nouvelles formes de leur gouvernance ?

Cette grille du local et global nous semble devoir être ajoutée aux approches traditionnelles. Notamment en ce qu'elle rapproche l'étude des communs des questions politiques plus traditionnelles et des jeux d'acteurs qui vont au-delà des questions de gouvernance de communautés investies autour d'un commun ouvert en partage. En effet, les communs globaux naturels, soit parce qu'ils sont restés sans revendication de propriété avant notre époque (le vivant, la biomasse, les mers...) ou ne devraient pas appartenir ou passer sous le contrôle d'entités privées (l'eau, la mer, l'Antarctique...) sont l'enjeu d'affrontements croisés, entre les sociétés civiles, les opérateurs privés (notamment les transnationales) et les structures publiques, mais également entre les États eux-mêmes. De leur côté, les communs de la connaissance servent de carburant à de nouveaux secteurs économiques (les grands acteurs de l'internet et de l'édition, les biotechnologies...) sans que les communautés du savoir (universitaires ou issues des sociétés civiles) ne puissent trouver le temps d'évaluer les conséquences, ou mesurer le poids des promesses face aux réalités et aux inégalités d'accès et d'usage qui sont alors masquées sous une rhétorique généreuse (« don't do evil »).

Nous souhaitons que ce séminaire soit l'occasion de présenter des approches des communs qui ne soient pas uniquement focalisées sur l'économie, mais prennent en compte des pratiques sociales et culturelles qui poussent et motivent les communautés concernées à agir pour tel ou tel type de communs. Notamment de peser les relations entre le devoir de partager et la volonté de le faire, qui distinguent un espace de la nécessité et un autre de la coopération altruiste, et toutes les variations entre les deux comportements.

Méthodologie

Il s'agit donc dans ce séminaire d'évaluer collectivement ces questions à partir d'expériences portant sur l'analyse tantôt de communs de la nature, tantôt de communs de la connaissance.

Le principe que nous proposons pour chaque séquence/thème :

- présentation par un(e) intervenant(e) (une vingtaine de minutes):
 - qui présente un exemple de commun
 - qui le positionne sur une grille local/global et naturel/connaissance (aucun exemple n'est « pur » et ne rentre dans une case précise)
 - qui essaie de définir les acteurs présents (mise en débat de la notion même de « communauté » par l'analyse de situations concrètes)
 - et les jeux entre acteurs, à la fois parmi les communautés qui vont organiser et gérer le commun concerné, et entre ces communautés et les autres acteurs de la société (entreprises, puissances publiques)
- intervention d'un(e) discutant(e) (une dizaine de minute)
- débat collectif autour de la présentation.

Les débats seront enregistrés. C'est à l'issue de cet ensemble présentation/discussion/débat que sera rédigé un chapitre du livre. Nous allons mettre en place les outils coopératifs pour y parvenir.

Cette structure impose que l'intervenant(e) puisse au moins présenter le schéma (un plan et un résumé détaillé) de son intervention à l'avance (également pour pouvoir traduire -français et anglais --, afin de permettre aux participants étrangers de suivre les présentations qui se feront en français ou en anglais, selon la langue préférée de l'intervenant).

Programme prévisionnel

9h15	Accueil des participants autour d'un café
9h30	Présentation du Séminaire, cadrage de la méthodologie – Tour de table des participant(e)s. - Hervé Le Crosnier, Mélanie Dulong de Rosnay, Francesca Cominelli
9h45	Communs fonciers et communs immatériels : État des lieux - Intervenant : Benjamin Coriat - Discutante : Danièle Bourcier (*)
10h30	Économie collaborative : quelle contribution aux communs ? - Intervenante : Valérie Peugeot - Discutant : Christian Laval (*)
11h15	Pause
11h30	Négocier l'eau comme un bien commun - Intervenante : Sophie Allain - Discutante : Francesca Cominelli
12h15	Les nouveaux communs. Cartographie des pratiques - Intervenante : Charlotte Hess - Discutante : Mélanie Dulong de Rosnay
13h- 14h30	Buffet collectif
14h30	La ville, lieu de négociation et de gestion de communs - Intervenant : Stefano Rodotta - Discutante : Francine Bavay
15h30	La science : commun global et enclosure par la technoscience - Intervenante : Claudia Neubauer - Discutant : Hervé Le Crosnier
16h30	Pause
17h	Culture et partage, de l'expérience du logiciel aux propositions de réforme du droit d'auteur - Intervenant : Philippe Aigrain - Discutante : Elise Demeuleunaere
18h	Comment les paysans considèrent les échanges des communs de la nature, notamment les semences - Intervenant : Guy Kastler - Discutant(e) : Jean Foyer
19h	Présentation de la suite à donner (livre, forme de co-construction...) Discussions informelles autour d'un verre

(*) sous réserve de confirmation

Pour mémoire, voici les principaux éléments que nous avons déposés lors de la demande de subvention pour ce séminaire dans le cadre de l'Appel d'Offre AIR (Actions Interdisciplinaires de Recherche)

Rappels théoriques :

La théorie des biens communs connaît des développements majeurs. L'attribution du Prix Nobel d'économie à Elinor Ostrom pour son travail sur la gouvernance institutionnelle des communs en 2009 a donné une plus grande visibilité à ce domaine d'étude. Les travaux des juristes (James Boyle, Lawrence Lessig) autour de la circulation des œuvres et des informations sur internet, ainsi que la conception de l'internet comme bien commun global, et l'exemple du mouvement des logiciels libres ont attiré l'attention sur ce secteur des analystes de la théorie des communs. Enfin, les mouvements sociaux et politiques s'emparent de plus en plus de cette question pour la porter sur la scène mondiale. Ainsi, le « Sommet des peuples », qui s'est tenu à Rio en juin 2012 en parallèle du Sommet RIO+20 a pour titre complet : « Sommet des Peuples pour la justice sociale et environnementale en défense des biens communs ».

Il existe globalement deux approches des biens communs : l'une considère la nature des biens concernés et les évalue en fonction des critères établis par Paul Samuelson pour les biens publics (la rivalité et l'excluabilité) ; l'autre s'attache aux formes de gouvernance qui rendent possible la création et le maintien de ressources partageables. Ces deux approches sont évidemment complémentaires, et le cadre d'analyse institutionnelle proposé par Elinor Ostrom peut servir à porter un regard institutionnel sur chacun des types de biens concernés comme sur les obstacles spécifiques au partage (présence de passagers clandestins, préemption par la puissance publique ou un acteur privé...) qui pèsent sur ces biens et qui se traduisent par ce que l'on désigne en général sous le terme d'enclosures, en référence à la période historique des *Enclosures* en Grande-Bretagne qui a privatisé les communs villageois. La théorie institutionnelle des communs considère principalement des biens à dimension limitée, et les formes communautaires de gestion qui mobilisent des acteurs directs. Toutefois, l'extension du concept à des communs globaux, et la porosité entre la notion de « biens communs globaux » (ex : l'air, internet) et de « biens publics mondiaux » (ex : Antarctique) nécessitent d'évaluer des formes nouvelles de gouvernance, qui utilisent le droit (les « licences libres et ouvertes » par exemple) et les structures politiques (la décision de la Ville de Naples du 12 septembre 2011 d'inclure la notion de Biens communs dans ses compétences juridiques).

Ce foisonnement d'initiatives mondiales demande que l'on considère la notion de biens communs sous plusieurs approches scientifiques, que l'on croise les analyses et les pratiques, et enfin que l'on mette en perspective les deux grandes catégories de biens communs du numérique et de la nature.

Du point de vue scientifique, la notion de biens communs a dorénavant échappé aux seuls économistes et historiens pour intervenir dans les travaux des politistes, des juristes, des sociologues mais également des informaticiens intéressés par l'internet et des biologistes confrontés aux extensions de la propriété intellectuelle sur le vivant. Le terme étant devenu un *buzzword*, il est utilisé par tout un éventail de personnes, alors même que sa définition et l'accord des acteurs et des chercheurs sur sa signification et son impact communicationnel sont encore balbutiants. Les glissements sémantiques, notamment avec l'expression au

singulier, qui renvoie à la théologie d'Aristote, sont à la fois le signe d'un phénomène bouillonnant. Les acteurs préfèrent l'intercompréhension et la dynamique à la précision des définitions, ce qui nous paraît être un symptôme de l'interdisciplinarité qui accompagne l'explosion actuelle des recherches en ce domaine. Quelles sont les perspectives politiques ouvertes par la gouvernance des Biens Communs et comment cela interroge-t-il nos démocraties et nos modèles de développement économique ?

Objectifs du projet BCNN :

La journée d'étude que nous proposons aura pour objectifs :

- de croiser les regards disciplinaires et les pratiques de construction et préservation des biens communs pour évaluer les diverses approches possibles de la notion de biens communs entre informaticiens, biologistes, agriculteurs, militants, chercheurs en droit, science politique, sciences de l'information et de la communication et professionnels des institutions de préservation des biens communs,
- de faire se rencontrer des acteurs venant de l'analyse des biens communs naturels (eau, semences, et ce qu'en Amérique du Sud on nomme les « Droits de la Terre-Mère ») et des acteurs et analystes de la sphère des communs numériques (développeurs de logiciels libres, créateurs de données publiques et d'œuvres ouvertes, acteurs des bibliothèques et musées, etc.)
- de repérer la constitution de communautés et la prise de conscience et la réflexivité qu'elle génère : comment l'émergence de communautés favorise-t-elle la production, la reproduction et la transmission de biens communs ? Comment la prise de conscience du rôle des communautés favorise-t-elle la sauvegarde, la pérennité et la durabilité à la fois des biens communs et de ces mêmes communautés ? Quels sont les nouveaux acteurs, les nouvelles compétences, les nouvelles formes d'organisation et institutions qui émergent ? Comment prendre en compte les processus de production de la connaissance et leur caractère distribué dans l'analyse de l'action collective qui génère les biens communs ?
- d'évaluer l'existence de nouvelles formes d'enclosures et d'appropriation privative des biens communs, en particulier appuyés sur les dispositifs de propriété intellectuelle, ou de verrous techniques et biologiques, ainsi que les nouvelles formes de captation des communs, notamment au profit de la sphère financière et spéculative ;
- de comparer les réponses apportées par les différentes communautés pour protéger les biens communs de ces risques (lobbying politique, type de législation, actions de communication, outils contractuels privés comme les licences libres, biologie *open source*, etc) : quelles conditions, dispositifs et infrastructures juridiques et techniques pour assurer le partage et l'accès aux biens communs ?
- d'aller au delà du cercle des acteurs et chercheurs de France pour rencontrer et échanger avec des chercheurs européens concernés (projet d'inviter deux ou trois chercheurs européens)

Références bibliographiques des porteurs du projet

Pour mémoire et commencer à constituer une bibliographie, voici les références que nous avons citées dans la réponse à l'appel d'offre qui nous a permis d'obtenir le financement de ce séminaire

Melanie Dulong de Rosnay, Juan Carlos De Martin, (eds.), *The Digital Public Domain*, Open Book Publishers, Cambridge, UK, April 2012, 220 p.

Melanie Dulong de Rosnay, Le partage volontaire des oeuvres et publications utilisant les licences Creative Commons : quelle contribution à la définition d'un mouvement politique ?, in Philippe Aigrain, Philippe Lemoine (eds), *Ouvrage collectif du Groupe Technologies du Forum d'Action Modernités*, sous presse, 2012.

Melanie Dulong de Rosnay, Réappropriation des données et droit à la rediffusion, *revue Hermès*, CNRS Editions, no 59, Ces réseaux numériques dit sociaux, 2011, p. 65-66.

Melanie Dulong de Rosnay, Access to digital collections of public domain works: Enclosure of the commons managed by libraries and museums, *Proceedings of the 13th Biennial Conference of the International Association for the Study of the Commons (IASOC)*, Hyderabad, India, 10-14 January 2011.

Danièle Bourcier, Pompeu Casanovas, Melanie Dulong de Rosnay, Catharina Maracke (eds.), *Intelligent Multimedia. Sharing Creative Works in a Digital World*, European Press Academic Publishing, Florence, June 2010.

Hervé Le Crosnier, Die Geschichte stottert oder wiederholt sich. Neue Commons, neue Einhegungen, In: Silke Helfrich und Heinrich-Böll-Stiftung (Ed.) *Commons, für eine neue politik jenseits von markt und staat*, transcript ed., 2012, p. 218-223

Hervé Le Crosnier, Vers les communs de la connaissance, *Documentaliste Sciences de l'Information*, 48(3), octobre 2011, p. 48-59.

Hervé Le Crosnier "Leçons d'émancipation : l'exemple du mouvement des logiciels libres" In: *Libres Savoirs : les biens communs de la connaissance*, C&F éditions, 2011, p. 175-191.

Hervé Le Crosnier, « La gouvernance du document : référence au cadre des biens communs de la connaissance » In: *Enjeux politiques du document numérique, Actes de la troisième conférence Document numérique et société, Aix-en-Provence, 15-16 novembre 2010*, Sous la direction d'Évelyne Broudoux et Ghislaine Chartron, ADBS Ed., 2010, p. 233-246

Hervé Le Crosnier, Les biens communs contre les nouvelles enclosures, *Vacarme*, 50, hiver 2010.

Valérie Peugeot, Ouverture des données dans les collectivités territoriales : ambitions, racines politiques et premiers effets, *Politiques et Management Public*, à paraître 2012.

Valérie Peugeot, La connaissance en partage, une utopie en action, *Forum Action Modernités*, Descartes et Cie, à paraître 2012

Valérie Peugeot, Le web des données laisse-t-il une place au bien commun ? In: *Libres savoirs : les biens communs de la connaissance*, C&F éditions, 2011

Valérie Peugeot, Les enjeux publics, économiques et citoyens de l'ouverture des données : l'expérience britannique, In: *Enjeux politiques du document numérique, Actes de la troisième conférence Document numérique et société, Aix-en-Provence, 15-16 novembre 2010*, Sous la direction d'Évelyne Broudoux et Ghislaine Chartron, ADBS Ed., 2010, p. 277-298

Cominelli Francesca. (à paraître), « Le patrimoine culturel immatériel est-il un bien commun ? Le cas de la pierre sèche en France », In: Perez. R. et F. Silva (eds.), *Biens collectifs, capital social et auto-organisation. L'apport de l'École de Bloomington à l'Économie sociale et solidaire*, Presses universitaires du Septentrion, 2012.

Cominelli Francesca. (2012), La partecipazione delle comunità: aspetti economici, In : Bortolotto (ed., 2012), *Final report of the association ASPACI for the project E.CH.I (Italo-Swiss Ethnography for the enhancement of intangible cultural heritage) of the Lombardy region*, Milan, ASPACI.

Cominelli Francesca. (2011), “Safeguarding Traditional Craftsmanship: Cultural Commons versus an Individualistic Perspective”, In : Lira S., R. Amoêda and C. Pinheiro (eds.), *Sharing Cultures 2011*, Barcelos, Portugal, Green Lines publications, pp. 687-697.

Cominelli Francesca. (2011), “Governance of Cultural Commons: the Case of Traditional Craftsmanship in France”, papier présenté à la *Conférence biennale de l'association internationale pour l'étude des biens communs (IASC)*, Hyderabad, India, 10-14 janvier 2011.

Coriat Benjamin. (ed) (2008) *The Political Economy of HIV/AIDS in Developing Countries. TRIPS, Public Health Systems and Free Access*; Edward Elgar; November 2008

Coriat B., Weinstein O. “Firms, Patent Regimes, and the Commodification of Knowledge”, (2010) *Socio-Economic Journal*

Coriat B (2011), *Des communs Naturels aux communs Fonciers. Traits Communs et Différences. Communication*, Communication au séminaire Rencontre des acteurs et des chercheurs d'Économie Sociale et Solidaire avec Elinor OSTROM (prix Nobel d'Économie 23 Juin 2011, Paris)

Coriat B (2012) *La construction de Communs comme alternative à la privatisation des connaissances : promesses et difficultés*. Colloque Génopole, ouvrage à paraître

Coriat B., Orsi F., d'Almeida C. (2006) TRIPS and the International Public Health Controversies – Issues and Challenges, *Industrial and Corporate Change*